

Grèves scolaires et universitaires au Sénégal Critique de la raison militante

Harouna SY¹

Résumé: Au Sénégal les grèves scolaires et universitaires sont devenues un phénomène endémique. Au cours d'une année, on peut observer plusieurs grèves qui durent longtemps. On a cherché l'explication de ce phénomène dans la « politisation » des champs scolaires et universitaires. Il s'agirait donc d'une « caporalisation » des organisations revendicatives des élèves et des étudiants par des partis politiques, surtout de gauche. C'est cette explication que l'auteur soumet à l'épreuve des faits. Il définit les grèves comme violence militante et procède à une critique de la raison militante.

Mot-clés: grèves, école, université, politisation, violence, critique de la raison militante

Introduction

Les grèves scolaires et universitaires ont fini d'installer le système d'enseignement du Sénégal dans une permanente instabilité depuis 1961. Les perturbations quasi annuelles des cours caractérisées par une violence de plus en plus inquiétante menacent à chaque fois par leur durée d'invalider les enseignements. Et ils sont nombreux dans le sens commun comme dans la communauté scientifique à chercher le principe d'intelligibilité du phénomène dans « la politisation de l'université ». Mais ce choix d'une explication trop commode soulève plus de questions qu'il n'apporte de réponses théoriquement satisfaisantes, parce qu'il fait renoncer à interroger et à s'interroger sur les évidences immédiates érigées en vérités.

Dans tout discours sur le système d'enseignement, ce sont les intérêts qui parlent ou qui réduisent au silence. L'école et l'université sont ces institutions dans lesquelles sont pris insidieusement de diverses manières tous ceux qui en parlent. Car on en parle toujours, et des grèves en particulier, soit en tant qu'apprenant, soit en tant que parent d'apprenant, soit en tant que politicien, soit en tant que chercheur et / ou enseignant, c'est-à-dire en tant qu'individus ayant un rapport spécifique à ces institutions, rapport construit sur la base d'une expérience singulière. Et il n'est pas rare que la dénonciation ou l'approbation se substituent à une analyse objective.

Une des leçons d'épistémologie de Bourdieu est de mettre en garde avec insistance contre le risque de tomber dans l'illusion de la transparence (Bourdieu, Passeron et Chamboredon, 1983) lorsqu'on prend pour objet d'étude un objet dans lequel on est pris (Bourdieu, 1984). La thèse de la politisation énonce une vérité partielle d'une réalité simplifiée, c'est-à-dire arbitrairement dépossédée de sa complexité. Pour révéler les effets de la politisation sur l'instabilité endémique du système d'enseignement au Sénégal, on doit au préalable mettre en question la

¹ UCAD, Dakar (Sénégal).

thèse de la « caporalisation » des mouvements élève et étudiant par les partis politiques. C'est de cette manière que nous nous proposons ici de restituer à la « politisation » toute sa complexité.

Deux techniques ont été utilisées pour la collecte des données : l'étude documentaire et l'entretien. Deux types de documents ont été consultés : les productions scientifiques (livres, thèses, mémoires, articles) et les déclarations d'élèves et d'étudiants d'une part, celles des autorités politiques d'autre part. Ces déclarations se présentent sous la forme de tracts, de mémorandums et d'allocutions et sont consultées dans les productions scientifiques, aux Archives Nationales du Sénégal (A.N.S.) et dans la presse. Il faut cependant noter que, compte tenu des difficultés d'archivage liées à la nature des tracts, ces documents sont très peu nombreux. Les cibles des entretiens sont : quatre chefs d'établissement, six surveillants généraux et conseillers pédagogiques, sept dirigeants anciens et actuels du mouvement élève (enseignement moyen et secondaire) ; dix dirigeants anciens et actuels du mouvement étudiant (enseignement supérieur).

Cette étude se propose d'abord d'exposer les différentes variantes de la thèse de la « caporalisation » qu'on retrouve chez beaucoup d'auteurs, ensuite de montrer l'évolution des mouvements élève et étudiant par une périodisation spécifique et enfin de construire les arguments qui relativisent cette thèse.

1. La thèse de la politisation de l'université

On dispose d'excellentes analyses du mouvement étudiant au Sénégal. L'étude quasi pionnière de G. Hesseling s'articule autour de deux idées majeures. Elle formule d'abord la thèse de la substitution : « la critique du pouvoir ne pouvait se faire que par les étudiants, le personnel enseignant et les syndicats puisque aucun cadre d'un parti légal d'opposition n'existait » (1985, 257). Le vide résultant de l'inexistence de partis d'opposition légale aurait donc conféré aux étudiants le rôle historique de critique du pouvoir. Cette situation serait l'aboutissement logique d'un processus méthodique de « démantèlement de l'opposition » par « un combat violent » que Senghor a engagé contre elle. L'objectif de ce dernier étant « d'éliminer les partis d'opposition et (d)'empêcher la réapparition des partis interdits », il a utilisé à cette fin « la législation, la négociation, (...) la dissolution » et la répression (1985, 251-253). Senghor, sachant cette substitution, étendit le combat aux organisations d'étudiants. D'où la deuxième thèse : l'opposition utilisait les organisations d'étudiants comme cadres où elle pouvait s'organiser et continuer son existence. Ainsi, l'interdiction de l'Union Démocratique des Etudiants Sénégalais (U.D.E.S.) et l'Union des Etudiants de Dakar (U.E.D.) en 1971 n'était pas seulement une mesure contre les troubles estudiantins passés mais surtout une mesure « en vue d'empêcher l'opposition de s'organiser » (1985, 270).

Ces deux thèses vont constituer le cadre général de pertinence des analyses ultérieures. Elles seront reprises, dans l'esprit pour certains et dans la lettre pour d'autres, intégrées dans l'analyse de problématiques spécifiques.

Zuccarelli développe la thèse du vide politique en deux phases. La première (jusqu'en 1974) est caractérisée par une agitation sans intérêt du microcosme marxiste et une relative discrétion du Parti Africain de l'Indépendance (PAI) qui noyaute cependant le Syndicat des enseignants et l'Association des Travailleurs Sénégalais en France (1988, 94). On note dans cette période d'une part la répression des partis clandestins et d'autre part l'usage de subterfuges juridiques empêchant la naissance de partis légaux à côté du Parti du Rassemblement Africain (PRA). Et la seule tentative d'unité en 1963 (Démocratie et Unité Sénégalaise) n'a pas produit les effets bénéfiques attendus (1988, 95). Seule donc l'action syndicale était notable et celle-ci n'a été véritablement déclenchée que par Mai 68 (1988, 118). Dans la deuxième période, si l'opposition légale existe, elle est cependant fortement affaiblie et rendue inefficace par son émiettement face au puissant Parti Socialiste (PS) dominant (1988, 156). C'est dans cette période que les mouvements élève et étudiant sont caporalisés par l'opposition marxiste (Ligue Démocratique et Parti de l'Indépendance et du Travail) qui organise de l'extérieur les mouvements d'exaspération collective (1988, 169). Mais dans les deux périodes, l'auteur voit dans les causes de déclenchement des grèves de cours de simples prétextes divers (1988, 117, 169).

Bathily soutient que dans les décennies 60 et 70, « le P.A.I. demeurait le seul parti d'opposition significatif sur l'échiquier politique. Mais il était très affaibli par la répression et les divisions internes » (1992, 30). Il défend la thèse qui fait des organisations d'étudiants les refuges organisationnels des opposants et particulièrement du PAI (1992, 48). Cette thèse est développée au moins à deux reprises dans l'ouvrage : l'U.E.D. et beaucoup d'unions nationales étaient dirigées au niveau des comités exécutifs par des étudiants des anciennes sections territoriales du P.A.I. historique (1992, 48-49) ; le poids du PAI dans les organisations d'étudiants était réel : au moins 14 / 47 des membres du C.A. de l'U.D.E.S., plus de trente membres militants de base de l'U.D.E.S., vingt membres dans les corporations de facultés, 4 / 7 des membres du Comité Exécutif de l'U.D.E.S. Ses élèves étaient aussi actifs dans les principales villes scolaires (Saint-Louis, Thiès, Kaolack, Rufisque, Dakar). Enfin, jusqu'à sa dissolution, l'U.D.E.S. n'a eu qu'un seul président non membre du PAI qui aurait été contesté plus que n'importe quel autre président (1992, 89-91). C'est à Mai 68 qu'on doit « la dynamique de l'ouverture démocratique au Sénégal » (1992, 138).

Pour Bathily, Diouf et Mbodj, c'est la capacité de compromission de la classe politique qui fait revendiquer aux étudiants la responsabilité historique d'être l'avant-garde de leur peuple et les censeurs vigilants du pouvoir. Ils s'auto-approprient ainsi le rôle historique jusque-là attribué à la classe ouvrière et au prolétariat international. D'où la tendance à organiser leurs protestations sous

forme de manifestations de rue (1992, 299). S'accordant avec Hesselting et Zuccarelli les auteurs écrivent dans la 52^e note de bas de page que les étudiants sont les seuls qui résistent à Senghor qui ne parvient pas à les mettre au pas (1992, 300). Leur « hypothèse (...) place le mouvement étudiant au-devant de l'action politique chaque fois qu'une opposition partisane ne pouvait pas s'exprimer au grand jour » (1992, 300). Bianchini reprendra pour son compte cette hypothèse centrale (2004, 78). Pour Bathily et alii, elle débouche sur la thèse de l'infiltration, de la manipulation et du noyautage massif du mouvement étudiant par l'opposition. C'est le Rassemblement Démocratique Africain (R.D.A.) qui, le premier, a adopté cette stratégie avec l'Association Générale des Etudiants de Dakar (AGED), l'Union Générale des Etudiants de l'Afrique de l'Ouest (UGEAO), l'Association des Etudiants Sénégalais en France (AESF), la Fédération des Etudiants de l'Afrique Noire en France (FEANF) (1992, 296). Ensuite le PAI, par le biais du Mouvement des Etudiants PAI (MEPAI), fera de la FEANF, de l'UGEAO et de l'AESF « ses alliées, sinon de simples instruments de choix » (1992, 297). La conclusion fait état d'une évolution dans le rôle de l'étudiant, évolution qui le contraint à renouveler ses alliés et les arbitres lors des conflits sans toutefois réussir à clore définitivement le débat sur l'orientation du mouvement étudiant (1992, 309-310).

Thioub a présenté l'université comme l'ultime foyer de résistance au cours du processus de monopolisation du pouvoir et de la mise en place du parti unique (1992, 268). Le MEPAI grâce à ses alliances sur le terrain de l'université s'était assuré « une hégémonie indiscutable sur l'orientation et la direction de l'U.E.D. » (1992, 274). Comme Bathily, il estime que cette situation a certes contribué à une « très forte politisation des positions de l'U.D.E.S. » (1992, 179). Mais cela n'a pas fait du PAI une force politique subversive organisant et planifiant le mécontentement populaire pour la conquête du pouvoir (1992, 279).

Cette conclusion est contestée par M. Diouf. Cet auteur a largement développé la thèse de l'infiltration (1995, 114, 137-140) des organisations d'élèves, d'étudiants et des travailleurs par le PAI, parti « très actif malgré ou plutôt à cause de sa clandestinité » (1995, 137), qui a exercé une « présence (...) envahissante dans le mouvement étudiant » qu'il a pris systématiquement en otage (1995, 138) en programmant d'avance ceux qu'il a décidé de promouvoir à sa direction (1995, 139). C'est cette stratégie d'infiltration qui explique que « les décisions du mouvement étudiant étaient orientées vers les objectifs et les intérêts exclusifs du PAI » (1995, 138).

Diop et Diouf ne pouvaient pas reprendre la thèse du vide politique puisqu'ils ont étudié une période caractérisée par la fin de la démocratie des quatre courants. Ils ont reconnu cependant que la décennie 1960-1970 était largement dominée par les relations très conflictuelles entre le gouvernement et le PAI dont les étudiants étaient l'un des segments les plus combatifs (1990, 206). Le multipartisme en fragmentant l'opposition a provoqué son affaiblissement relatif (1990, 205). Pour

eux la conspiration de la gauche qui s'est traduite par un consensus sur la nécessité de déclencher dans l'espace universitaire des conflits longs et de promouvoir des négociateurs habiles et radicaux démontre son attachement à l'institution universitaire. Car, « on ne paralyse pas aussi longtemps et aussi fréquemment le fonctionnement de l'université comme on le constate au Sénégal de 1984 à 1988 sans que les enjeux ne soient importants » (1990, 197). Le mouvement étudiant serait donc un instrument manipulé par la gauche marxiste dans son opposition au pouvoir.

Diallo croit voir dans les conditions de mises en œuvres des franchises universitaires la cause en dernière instance de la presque totalité des crises universitaires au Sénégal (2000, 111). Il est plus nuancé dans ses analyses des rapports entre le mouvement étudiant et l'opposition que les auteurs précités, nuance qui le met quasiment à la périphérie du modèle hypothétique de Hesseling. Pour lui, c'est par leur engagement que les étudiants se sont appropriés les revendications de la gauche, engagement qui fait d'eux des critiques intransigeants du pouvoir politique. C'est ce qui fait de l'université le bras armé de toutes les oppositions, le principal centre de contestation du pouvoir (2000,113).

Pour nous dans la présente étude, les revendications des étudiants sont des revendications d'étudiants. Nous définissons la grève comme une violence militante. Ses critères d'identifications qui fonctionnent aussi comme des facteurs de mobilisation peuvent être énoncés sous forme de propositions :

- la violence militante est une action collective *motivée* par la défense d'intérêts spécifiques,
- elle est *légitimée* par la défense d'une cause idéologiquement construite,
- elle est enfin le résultat d'une *agrégation de comportements individuels* en tant que condition sociale d'existence d'une action collective.

Ainsi, la participation à l'action collective est un moyen pour un acteur déterminé de traduire son degré de militantisme par son degré d'engagement personnel. Et l'engagement militant varie selon les intérêts à défendre et selon l'interpellation idéologique à défendre ces intérêts.

Il ressort des matériaux fournis par tous les auteurs cités que la grève met les élèves et les étudiants en confrontation directe avec le pouvoir étatique par les cibles choisies : véhicules de service officiel, véhicules d'assistants techniques occidentaux, le centre culturel français, les bâtiments publics ; cette confrontation est aussi notable par la propension aux manifestations de rue et l'affrontement des forces de l'ordre ; elle est enfin notable par les fonctions des interlocuteurs des grévistes dans les négociations : Président de la République, Secrétaire d'Etat à la présidence, Ministres de la République. En identifiant clairement l'Etat et ce qui le symbolise comme adversaires, élèves et étudiants dans leur lutte revendicative spécifique inscrivent spécifiquement leur action dans les champs politique et syndical (Bourdieu), champs producteurs d'idéologie et de pratiques correspondantes (Althusser). Les conditions sociales d'existence de cette

inscription dans ces deux champs imbriqués sont le militantisme politique (Bathily, 1992 ; Bathily, Diouf et Mbodj, 1992 ; Thioub, 1992 ; Diop et Diouf, 1990, Diouf, 1995, Diallo 2000) et syndical des élèves et des étudiants. Et par ce militantisme, les partis politiques sont activement présents à l'école et à l'université et dans les organisations de masse. Convenons que l'enjeu ou tout au moins la condition institutionnelle d'existence de la confrontation entre l'Etat et les apprenants est l'Ecole. Il s'agit donc pour les élèves et étudiants, par l'idéologie spécifique de leurs champs politique et syndical, de remettre en cause (idéologie) la nature de l'Ecole définie par l'idéologie de l'Etat et de résister (pratiques correspondantes) à l'idéologie que cette Ecole leur inculque (violence symbolique). C'est ce principe qui a déterminé toutes les occasions et causes de confrontation. Mais dans les conditions de l'indépendance, c'est l'incapacité progressive de l'Ecole à continuer de jouer son rôle dans la constitution de la petite bourgeoisie qui a créé les conditions de fidélité des élèves et étudiants à ce principe.

Ce travail s'articule autour de l'hypothèse suivante : dans son processus réel, la violence militante au Sénégal depuis 1960 a traversé trois périodes spécifiées chacune par les revendications, les organisations des grévistes, la forme et le contenu des manifestations.

2. La périodisation des conflits

Deux périodisations ont déjà été proposées (Sy, 2008). L'une est relative au statut juridique des organisations et l'autre au contenu des revendications. C'est cette dernière qui sera retenue ici avec toutefois l'analyse de l'évolution des cadres organisationnels.

2.1. La période 1960-1980

Cette période est caractérisée par des protestations qui ont pris des allures de « folle agitation » (Zuccarelli, 1988, p. 111) : l'assassinat de Lumumba en 1961 (UGEAO) ; la chute de Nkrumah en 1966 (UED et UDES) avec pour cibles les ambassades des USA et de la Grande Bretagne ; la décision politique de fractionner les bourses et de réduire les mensualités à dix en 1968 ; puis contre cette même décision et la fermeture de l'Ecole des Cadres Ruraux de Bambey en 1969 ; enfin la réforme instituant les examens partiels en 1971 (UED et UDES). En 1971 des actions violentes ont été notées : tentative d'incendier des voitures des expatriés, du centre culturel français et des bâtiments publics dans la nuit du 15 au 16 janvier. En février de la même année, c'est l'affaire des frères Blondins avec un groupe d'étudiants lors de la visite de Pompidou, Président de la République Française, à Dakar. En 1972, ce sont des organisations clandestines (Association Générale des Etudiants Sénégalais et Union des Etudiants du Sénégal) qui vont organiser la protestation après la dissolution de l'UED et de l'UDES en 1971. Elèves et étudiants vont protester contre l'assassinat par les troupes portugaises de Alphousseyni Cissé (1972), de Amilcar Cabral (1973) et la mort de Blondin dans

sa cellule de prison à Gorée (1973). A cette occasion, quelques établissements de Dakar et de Saint-Louis sont incendiés le 17 mars. En 1977, les étudiants protestent contre l'engagement des boursiers à servir l'Etat pendant 15 ans et en 1980, ce sont les lycéens de Djinabo qui protestent contre la gestion de leur proviseur.

Ce qui caractérise une grève de protestation c'est l'antériorité chronologique de la manifestation par rapport à la revendication. On proteste contre un acte, une décision ou un fait évalués idéologiquement comme illégitimes et donc dignes d'être désapprouvés. C'est seulement au cours de la protestation que la revendication se précise. Par exemple, La répression de la protestation contre la chute de Nkrumah a provoqué trois semaines d'arrêt des cours avec des préalables (libération des étudiants arrêtés, retour des étudiants étrangers rapatriés) et des acquis (représentation des étudiants au Centre des Œuvres Universitaires, aux conseils des facultés et de l'université, le retour des expulsés) (Zuccarelli, 1988, 111 ; Bathily, Diouf et Mbodj, 1992, 302).

Mais la protestation n'a pas toujours engendré des revendications corporatives. En 1968, les étudiants prolongent la protestation contre la décision politique sur les bourses (A. N. S., UDES, CE, Déclaration, 17 mai 1968) par des revendications politiques dans deux déclarations parues le 24 février. Dans l'une, ils analysent la situation économique :

« le prolétariat industriel – et d'une façon générale les masses des travailleurs » sont victimes du « blocage des salaires » et de la « hausse du coût de la vie » parce que « plus que jamais l'économie sénégalaise est au main du capitalisme monopoliste international ; elle est entièrement contrôlée et orientée par les grands trusts internationaux qui ont placé leurs agents à la tête des secteurs clés (...) Gallenca (...), Robert Delmas (...), Pierre Crémieux (...), Pierre Delmas (...), Guy Delmas (...), Pechiney et les trusts américains (...), le Crédit lyonnais, la Banca Commercial, la Deustch Bank A. G. , la Morgan-Guaranty International Banking-Corporation » (A. N. S., UDES, CE, Déclaration, 24 février 1968 ; Bathily, 1992, 61-64).

Dans l'autre, les étudiants appellent à se mobiliser contre

« la dictature du régime néocolonisé de Senghor », à « lutter contre le néocolonialisme et ses valets nationaux » qui sont une « minorité parasite, assoiffée de profits et ennemie des masses laborieuses » générée par le « machiavélisme politique » de Senghor. Les étudiants se font alors les porte parole du peuple : « le peuple sénégalais réclame le retour des exilés politiques, (...) la libération de tous les détenus politiques et une amnistie générale » (A. N. S., UDES, CE, Déclaration, 24 février 1968).

La « mafia dirigeante » a pris la décision de fractionner les bourses et de réduire les mensualités au moment où « ministres, députés, politiciens de tous bords s'enrichissent, leurs femmes se transforment en cocottes. C'est la caravane de la corruption » (A. N. S., UDES, CE, Déclaration, 17 mai 1968). Neuf jours plus tard, l'intention se précise : « nous lançons alors un appel à toutes les organisations

démocratiques, à toutes les forces patriotiques, pour qu'elles forment un large front uni de lutte afin de débarrasser le pays du néocolonialisme et de ses valets nationaux » (A. N. S., UDES, CE, Mémoire, 26 mai 1968). « L'Appel au peuple sénégalais » est lancé pour se débarrasser du « gouvernement fantoche du pédéraste Senghor » (A. N. S., UDES, CE, 30 mai 1968). Tout doit être mis en œuvre pour une mobilisation générale dans le combat contre « le gouvernement réactionnaire et anti-national de Senghor » qui prend des « mesures anti-populaires et anti-nationales » (A. N. S., FEANF, Déclaration, 8 août 1968).

Et la déclaration publiée au cours de la grève de 1969 n'est qu'une copie du Mémoire de mai 68 (Zuccarelli, 1988, Tract du 31 mars 1969, 119). Le 28 février la « Journée de solidarité et de lutte des Etudiants Africains » est l'occasion de réaffirmer que « le coup d'Etat militaire contre le régime anti-impérialiste et patriotique du Président Nkrumah indigné profondément tous les fils conscients de l'Afrique » (A. N. S., UED, CD, Déclaration, 28 février 1968).

Mais l'expérience montre qu'une très grande retraductibilité des revendications corporatives en revendications politiques constitue une condition objective de leur non satisfaction lorsque les conditions sociales et politiques sont insuffisamment réunies. C'est cette retraductibilité qui a permis à Senghor de construire son modèle stratégique-repressif. On peut faire l'hypothèse que ce modèle est généré par les effets cumulés du syndrome du PAI et du processus d'imposition d'un pouvoir personnel. Senghor a su manœuvrer adroitement et manipulé tout le monde à chaque événement majeur (éclatement de la Fédération du Mali, crise de 1962, mai 1968) pour concentrer le pouvoir entre ses mains par six révisions de la constitution entre 1963 et 1978 (Hesseling, 1985, 282). Grossièrement conçu en 1966 (Diallo, 2000, 114), le modèle stratégique-répressif de Senghor fut affiné et mis en application en mai 1968. Convaincu que l'opposition marxiste clandestine (PAI) agit dans et par le mouvement étudiant pour renverser son pouvoir (A. N. S., Messages à la nation 30 mai 1968, 13 juin 1968, 31 décembre 1968), Senghor décida de la liquider par la répression des étudiants. N'ayant pas obtenu de l'UDES de « (certifier) par écrit et dans les meilleurs délais que la grève ne visait pas le renversement du pouvoir » (Thioub, 1992, 278) (l'UED qualifie cette exigence de « chantage honteux », *Mémoire*, 1968), Senghor décide de diriger personnellement le Ministère des Forces Armées ((ANS, Message à la nation, 13 juin 1968), les négociations du 13 septembre avec cette organisation (Bathily, 1992, 109-110) et autorise « les forces de l'ordre à faire usage de leurs armes et de tirer à vue » (Hesseling, 1985, 262 ; Thioub, 1992). Il a quasiment joué à la roulette russe. Sa « dextérité politique » (Bathily, 1992, 118) a consisté à isoler le mouvement étudiant des syndicats des travailleurs et de la population et à le fissurer par des menaces, par la corruption, par la lassitude et par l'intervention des autorités religieuses. Et puisque

« l'AG de l'UED, pratiquant l'escalade, s'est assignée un objectif non plus corporatif, mais politique : balayer tous les gouvernements soi-disant

« réactionnaires » », il fait une typologie des revendications qu'il hiérarchise à partir de cet objectif : « par-delà les revendications corporatives, *il y a une revendication politique, dictée par l'Étranger* » (ANS, Message à la nation, 30 mai 1968). Ainsi, il se dispense de satisfaire les revendications corporatives « qu'il était prêt à examiner favorablement » (Thiou, 1992, 278) puisque le motif véritable de la grève est la prise du pouvoir. En 1971, Senghor et son Premier Ministre Abou Diouf reconduisent la même attitude (ANS, Biarnès, *Le Monde*, 8 janvier 1971 ; AFP, 6 avril 1971 ; Diouf devant l'Assemblée Nationale 27 avril 1971).

Même si ce modèle ne pouvait pas survivre à ses conditions socio-politiques d'existence, il n'en demeure pas moins que la répression et l'accusation de l'opposition sont toujours présentes dans la gestion des crises scolaires et universitaires.

Au cours de cette période, c'est l'esprit révolutionnaire qui a prévalu avec en 1968 « l'effet de contagion » des grèves universitaires et scolaires sur « d'autres secteurs sociaux », principalement des syndicats des travailleurs (Bianchini, 2004, 76). La réaction de l'Etat a été de reconfigurer le champ syndical pour que cet effet ne se reproduise plus. Et la fin de la période est caractérisée par une profonde mutation des organisations estudiantines. Les étudiants des partis de gauche semblent avoir tiré des leçons pratiques de l'inefficacité des organisations clandestines. Ils ont mis alors sur pied des syndicats non reconnus mais connus et très actifs publiquement : Union Nationale et Patriotique des Etudiants du Sénégal en 1979 (And Jef/Mouvement pour la Révolution Démocratique Nationale), Union Nationale et Démocratique des Etudiants du Sénégal (PAI-Sénégal), Union Démocratique des Etudiants de Dakar (LD/MPT) et le Collectif (divers groupes de gauche) en 1980 (Sy, 2008).

Le contexte de cette période est celui de la lutte contre l'impérialisme pour le parachèvement de l'indépendance de l'Afrique et le choix entre la voie révolutionnaire et celle du néocolonialisme. Cette dernière est symbolisée aux yeux de la jeunesse intellectuelle au Sénégal par Senghor qui s'est illustré par le bâillonnement des libertés politiques, syndicales et d'expression et plus tard, sous la pression, par l'imposition des quatre courants politiques. Mais la politique éducative accordait aux élèves des établissements primaires, moyens et secondaires la gratuité des fournitures, aux lycéens de parents défavorisés des bourses d'études et l'internat. Et la dégradation des conditions de vie et d'études des étudiants n'avait pas encore atteint son point critique. C'est cette relative distorsion entre les conditions de vie et de travail et les options idéologiques qui explique la prédominance des protestations et des revendications corporatistes enrobées dans une phraséologie révolutionnaire par des organisations qui proclament le caractère inséparable de la formation syndicale de la formation politique (UED, 1966, 10) et une orientation anti-impérialiste et patriotique de lutte sans compromis pour le rétablissement des libertés démocratiques et franchises universitaires (UNAPES, mars 1980, 5). Dans ce contexte, l'orientation « alimentaire » qui privilégie la

défense des intérêts matériels et moraux des étudiants (UNDES, UDED) a eu du mal à s'affirmer avant 1981.

2.2. La période 1981-2000

C'est dans cette période que l'accent est fortement mis sur les revendications matérielles. Mais au début, elles ont été noyées dans l'anti-impérialisme et le patriotisme (UNAPES), puis progressivement le discours se recentre sur les politiques d'ajustement structurel directement tenues pour responsables de la dégradation des conditions de vie et de travail des élèves et des étudiants. C'est moins l'impérialisme en général et l'ancienne puissance coloniale capitaliste qui sont mis en cause par les syndicats d'étudiants (UNDES, UDED) que les institutions financières de Breton Wood. Dans les lycées et collèges, les différentes coordinations amorcent une rupture en mettant l'accent sur la spécificité des revendications scolaires. Ainsi, aux grèves de soutien au mouvement étudiant, s'ajoute les grèves revendicatives de plus en plus nombreuses.

Mais à l'université comme dans les lycées et collèges, ce sont des organisations non reconnues qui organisent la mobilisation autour des revendications. Le contenu de ces dernières se diversifie considérablement : insuffisance de salles de classes et de tables bancs, l'accroissement du nombre de boursier et le relèvement de la bourse et des aides, les critères et les modalités d'octroi de bourses et d'aides, le bénéfice des services du COUD et médical pour tous les étudiants, la bibliothèque universitaire, l'insuffisance des moyens de transport et un régime particulier pour tous les apprenants, vitres de fenêtres cassées, classes sans enseignants dans une ou plusieurs matière(s), laboratoires non équipés, logement et restauration non satisfaisants, droit au redoublement indéfini, suppression de la taxe particulière exigée des étudiants étrangers, l'accès au travail. Abdou Diouf n'est visé qu'en tant qu'il symbolise ce qu'il y a de plus contestable politiquement de l'héritage senghorien dans la période : il est porté au pouvoir grâce à l'introduction par Senghor de l'article 35 dans la Constitution. L'orientation politique dictée par les institutions financières et avec elle les autorités qui la mettent en œuvre sont vigoureusement dénoncées parce qu'identifiées comme responsables des problèmes scolaires et universitaires : le « désengagement de l'État », les « injonctions du FMI et de la Banque Mondiale », l'« irresponsabilité de la classe politique dirigeante », « le régime corrompu et anti-national de Diouf », la « politique de sabotage de l'école sénégalaise ». La permanence des difficultés générées par la dégradation croissante des conditions de vie et de travail des apprenants ajoute son effet à l'effet de la non satisfaction récurrente des plateformes revendicatives pour mettre les espaces scolaire et universitaire en agitation permanente. On va en grève d'abord et on réactualise une des nombreuses plateformes ensuite.

Et ce ne sont plus seulement les autorités scolaires et universitaires qui admettent en privé la pertinence des plateformes et donc la légitimité des grèves

(proviseur d'un lycée). Les syndicats d'enseignants (SUDES, UDEN, SAES) et les autorités politiques commencent à avouer publiquement la pertinence des points de revendication même s'ils désapprouvent les moyens utilisés pour leur satisfaction :

« nous voulons tous une belle école pour notre pays, une école bien équipée, avec des maîtres en nombre suffisant et des effectifs qui ne soient pas trop nombreux par classe. Mais croyez-vous (...) qu'une année ou deux ou même cinq, pourraient suffire pour combler comme par enchantement, tous les besoins qui restent à satisfaire » (I. Niang, Ministre de l'Education Nationale à la délégation des élèves, *Le Soleil*, 22 février 1990).

Les médias d'Etat (radio, télévision, *Le Soleil*) sont contraints de prendre l'option de se faire l'écho des plateformes revendicatives des élèves et des étudiants.

A la fin de cette période on note, par l'absence d'unions nationales (université) et de comités de lutte uniques et forts (lycées), le quasi contrôle de la direction des mouvements élève et étudiant par des individus qui « sur le plan des études ne sont pas des modèles de bons élèves. Ils ont très peu de réussite » (proviseur lycée B. Diagne). Ils sont « âgés et souvent (...) ont raté leur cursus pour plusieurs raisons et (...) sont des éléments non maîtrisables, difficiles à contrôler » (proviseur lycée M. de Lafosse). Si dans les périodes antérieures les directions des établissements étaient associées aux solutions des crises comme interlocutrices des grévistes, dans cette période elles ont été dessaisies des dossiers qui sont traités par des autorités politiques en conflit : le Ministre de tutelle ou le Secrétaire général de la Présidence de la République. Ce court-circuitage des directions d'établissements est un acte politique qui s'est accompagné d'une entreprise de corruption active comme moyen d'arrêter les grèves : beaucoup de dirigeants, élèves surtout, ont bénéficié des avantages divers allant de grosses sommes d'argent aux bourses d'études dans les pays d'Europe occidentale. Et très vite, la stratégie de corruption a été prise au piège de sa propre logique en générant des stratégies de bénéfice d'avantages spécifiques que seul le status de dirigeant peut procurer. On s'est beaucoup interrogé sur l'origine des moyens des grévistes, élèves comme étudiants. Des organisations d'élèves et d'étudiants n'ont pas survécu aux accusations réciproques de corruption entre factions et aux conflits internes générés par le partage de l'argent reçu, comme le cas de l'Union Nationale des Elèves du Sénégal en 1997 (*Sud Quotidien*, 3 juin 1997, 13 juin 1997)

Au cours de cette période les élèves et les étudiants ont connu une année blanche (1988) et une année invalidée (1994) avec la Coordination des Etudiants de Dakar (CED) et les Coordinations des élèves. A chaque fois les cours reprennent l'année suivante sans que les revendications ne soient satisfaites. Ces échecs pourraient s'expliquer par un ensemble de circonstances : les rivalités au sein du gouvernement qui ont éclaté au grand jour dans la gestion des grèves (Diop, 1992, 463 ; Diallo, 2000, 119), l'absence d'une direction homogène des mouvements et les procédés de construction d'une majorité au cours des assemblées générales

(Diop, 1992, 465), la surenchère des années électorales qui culmine avec la contestation des résultats, « face à la crise politique post-électorale déjà perceptible, nous interpellons tous les acteurs pour leur demander de respecter scrupuleusement la volonté populaire. Nous nous opposerons en tout cas à toute attitude tendant à travestir la volonté du peuple à laquelle nous demeurons profondément attachés. Car nous voulons enfin que se réalise l'ordre républicain qui veut qu'aucune section du peuple, ni aucun individu ne s'attribue l'exercice de la souveraineté » (extrait du texte liminaire de la conférence de presse de la CED, *Le Soleil*, 4 au 7 mars 1993),

Les mouvements élève et étudiant ne renoueront pas avec l'efficacité des luttes revendicatives avec le Conseil Général de Concertation (CGC), ni avec les organisations qui vont lui succéder. Et vers la fin de cette période, élèves et étudiants recourent de moins en moins aux déclarations (tracts) comme moyen d'information, de sensibilisation et de mobilisation. Ils n'engagent plus le débat classique sur le rôle et les perspectives de leur mouvement respectif. Cette absence de débat d'orientation a beaucoup contribué à accroître le flou qui entoure leurs objectifs et à accentuer les dérives d'instrumentalisation des mouvements pour des intérêts individuels ou de clans de plus en plus restreints. Et à partir de la fin des années 80, des apprenants non militants des partis de gauche se font de plus en plus remarqués avec les militants du Parti Démocratique Sénégalais (PDS) dans les directions des cadres de lutte. Ce processus spécifique de délégitimation du mode d'influence politique qui a prévalu jusque-là inaugure une ère de transaction et de marchandage des mots d'ordre et des formes de violence très inquiétantes.

Le contexte socio-politique de cette période est dominé par les mesures autoritaires des institutions financières. Dans le secteur de l'éducation, ces mesures se sont traduites par la suppression en 1981 de l'internat, des bourses scolaires et de la gratuité des fournitures. Ce sont donc ainsi les enfants des catégories sociales défavorisées qui vont le plus ressentir les effets de ces mesures et par conséquent être plus actifs sur le terrain des luttes revendicatives. La fin de l'apartheid en Afrique du sud et du colonialisme en Afrique au début des années 90 va contribuer relativement à réduire la portée de l'anti-impérialisme. Le schéma classique de manifestation se durcit alors que la « base géographique » du mouvement étudiant se rétrécit par la mise en question implicite du leadership étudiant par les élèves.

2.3. La période 2001-2008

Le pouvoir de l'alternance a pris la décision politique d'accorder à chaque étudiant une bourse ou une aide à la suite de la grève de 2001 (dirigée par les militants du parti au pouvoir) qui s'est soldée par la mort d'un étudiant. Mais il n'a pas résolu le problème de leur paiement à temps ni les problèmes matériels et pédagogiques spécifiques aux conditions de vie et d'études. Une des particularités de cette période est l'apaisement relatif du front scolaire où de plus en plus l'arrêt des cours est pour l'essentiel occasionné par les commémorations, l'anticipation et

la prolongation des fêtes officielles et officieuses, les soutiens de plus en plus rares aux grèves des étudiants. Avec la disparition des unions nationales, le leadership des étudiants n'est plus effectif. Cela pourrait s'expliquer en partie par le fait que même s'ils continuent toujours à se mobiliser autour des plateformes quasi identiques depuis 1981, on note une tendance très forte à la sectorialisation des luttes par faculté. Pour les élèves comme pour les étudiants l'enjeu semble résider aujourd'hui dans le contrôle des structures corporatives que sont les amicales, les foyers socio-éducatifs, les clubs. Le bénéfice des avantages qu'offrent ces structures amplifie la lutte entre factions ou clans rivaux. Car par son statut de délégué ou de membre de la commission sociale l'étudiant peut jouir de beaucoup d'avantages : salaire, chambre individuelle, restauration, pots-de-vin, etc. Les propos d'un ancien responsable du mouvement étudiant et membre du PDS au pouvoir cité par Zeilig montrent que le nouveau pouvoir a perpétué les méthodes de l'ancien régime : « satisfaire les revendications exigées par les étudiants, tout en achetant systématiquement les responsables étudiants à coup de bourses d'études à l'étranger » (Zeilig, 2004, 51). Une étude a révélé pour l'université Cheikh Anta Diop que « les délégués, même s'ils redoublent de classe, bénéficient d'un lit. Et c'est l'Amicale qui propose les listes des bénéficiaires pour les bourses sociales et les postes de vacation pour le contrôle des tickets de restauration. Un service pour lequel les étudiants vacataires perçoivent 36 000 FCFA par mois, soit l'équivalent de la bourse entière. Il va sans dire que les délégués et leurs amis ne seront pas en reste pour ces avantages » (Mbaye, 2004, 33). Les élections pour le renouvellement de la direction des Amicales sont des moments forts de violence et de dénonciation par voie d'affiches. Les différentes listes de factions s'accusent mutuellement de corruption, de népotisme, de détournement des fonds de l'Amicale pour usage de clans, etc. La réalité de la corruption a également révélé chez les élèves des pratiques inédites : une déclaration de février 2002 non datée de l'Union Régionale des Elèves de Dakar (URED) est signée par le coordonnateur avec son numéro de téléphone : « Parfait Dominique Ndéye, 649 94 20 ».

Les étudiants, probablement plus que les élèves, ont recouru à des jets de pierres, à la bastonnade, à des bagarres rangées, aux armes blanches, aux bombes paralysantes ou asphyxiantes, aux gourdins, à l'intimidation, aux menaces, aux barrages des rues, à la séquestration des autorités scolaires et universitaires comme moyen de mobilisation. Ces faits de violence sont aussi pour les étudiants un moyen à la fois pour les factions ou clans de contrôler les Amicales et de conserver cette position (Mbaye, 2004, 32). Fait particulièrement marquant, les étudiants dans leur lutte ne se réfèrent plus à des idéologies, qu'elles soient de gauche ou de droite. L'improvisation et la brutalité semblent être érigées en principes d'action au service des stratégies opportunistes d'individus ou de clans.

Le contexte de la période est caractérisé par la fin de la politique d'ajustement et par l'alternance politique de type libéral. Sur le plan politique on note la recomposition du champ politique avec des alliances plus ou moins précaires, des

fusions et des quasi-fusions dans le parti au pouvoir. Dans les établissements scolaires et à l'université, le repli corporatiste a redéfini les enjeux et révélé de nouvelles ambitions pour les acteurs génératrices de violentes luttes de position et de positionnement. Ces dernières sont moins discrètes avec les militants du PDS dans l'opposition et au pouvoir puisqu'elles ne trouvent de solutions qu'avec l'arbitrage du Secrétaire national du Parti. Le front scolaire s'est relativement calmé et le front universitaire a privilégié des luttes sectorielles par faculté. La délégitimation des unions nationales sous l'influence politique de la gauche dans les champs scolaire et universitaire en tant qu'événement historique est la résultante de forces qui se contrecarrent, « ce que veut chaque individu est empêché par chaque autre et ce qui s'en dégage est quelque chose que personne n'a voulu » (Engels, 1974).

3. Les formes de politisation

La rigueur scientifique exige dans la construction d'un concept de lui donner un contenu univoque général capable de fournir l'intelligibilité de faits spécifiquement pertinents. On n'est pas tout à fait sûr que le concept de politisation des champs scolaire et universitaire qu'on retrouve dans le sens commun et dans le sens commun savant satisfait à cette double exigence. D'autre part, la question centrale à savoir si la politisation est le fait des partis politiques en général ou spécifiquement de l'opposition ou du pouvoir est éludée dans les analyses ou prises de position. Pour une meilleure intelligibilité du phénomène, il est nécessaire de procéder à l'analyse de l'« extension progressive de l'espace politique national sur le campus et une tentative persistante de son application durable sur l'espace académique » (Niang, 1994).

La nature des revendications est un facteur de politisation. L'existence de revendications politiques (Diallo-Co Trung, 1992, Sy, 2008) n'est pas susceptible de préserver les espaces scolaire et universitaire de grèves politiques. Une revendication politique est celle dont la satisfaction passe nécessairement par une décision politique (franchises et libertés universitaires, sévérité de la sélection, débouchés pour les diplômés, réformes à faire ou à abandonner, etc.) ou bien qui se donne comme prise de position sur un événement politique (coup d'Etat, assassinat politique, résultat des élections, etc.). Mais, il a été observé une possible inscription des autres types de revendication (matérielle, pédagogique, éthique) sur le registre politique ou leur retraduction en revendications politiques. Par exemple, lors des grèves relatives aux fuites répétées des épreuves en faculté de Médecine, les étudiants ont mis en cause la coopération avec le Maroc. Et à chaque fois que l'Etat se trouve confronté à l'intransigeance des grévistes il recourt à l'accusation de l'opposition voire de l'étranger.

Le militantisme des élèves et des étudiants est un autre facteur de politisation. L'engagement militant caractérise la jeunesse intellectuelle plus que n'importe quel autre secteur de la jeunesse. C'est là un fait historique lié déjà à leur position contre

la colonisation et au rôle qu'ils ont joué dans l'éveil des peuples. L'engagement militant est aujourd'hui encore un mode de construction d'une identité spécifique, une forme de valorisation d'une personnalité et un moyen de bénéficier d'avantages matériels ou symboliques, immédiats ou futurs, attachés à cet engagement. Le PS, alors parti au pouvoir, a recouru à la motivation financière pour recruter dans le milieu étudiant (Diop, 1992, 452). Le PDS qui lui a succédé a reconduit la même tactique. Le militantisme dans le parti au pouvoir comme dans les partis d'opposition s'explique donc en grande partie par la fonction économique et / ou symbolique de l'engagement en même temps qu'elle exprime une forme spécifique de socialisation. Pour briser les grèves, le pouvoir a fréquemment recouru à la création de structures appropriées à l'image du *comité de défense des intérêts scolaires* (Diop, 1992, 467). Ces initiatives constituent en elles-mêmes l'expression d'un traitement politique des problèmes qui se posent dans les espaces scolaire et universitaire, c'est-à-dire la transposition dans ces espaces des contradictions du champ politique. De sorte que toutes les revendications, en particulier celles politiques sont forcément les lieux privilégiés de confrontation des positions antagoniques. Cette situation ajoute son effet à l'effet du mode de promotion dans les fonctions administratives de l'université. Par la nomination à la place de l'élection (Recteur, Directeur du COUD par exemple) la gouvernance de l'université est confiée à ceux qui, à défaut de faire tous publiquement allégeance au Parti au pouvoir en respectant sa discipline, sont objectivement intéressés à jouer le jeu du pouvoir. C'est le constat qu'on peut faire avec tous les Recteurs et Directeurs du COUD sénégalais, les premiers à avoir inauguré et perpétué l'intervention policière dans le campus et dans les facultés (Diallo, 2000).

Ces facteurs de politisation des conflits sont analysés comme des formes spécifiques de politisation des espaces scolaire et universitaire. Mais au Sénégal, compte tenu du caractère minoritaire des étudiants du parti au pouvoir (Bathily, 1992, 49 ; Diop, 1992, 452 ; note 15 474), la politisation est implicitement perçue comme le fait de l'opposition et est confondue avec la caporalisation. C'est l'idée que les pouvoirs successifs ont toujours tenté d'accréditer, idée qu'on retrouve dans le sens commun et spécifiquement dans le sens commun savant : l'opposition contrôle les directions des organisations syndicales des élèves et des étudiants et par ce moyen créent des situations d'instabilité en planifiant les crises, en décidant du contenu des revendications, de la durée des grèves et de l'intensité des conflits.

Mais un certains nombre de facteurs mettent sérieusement en question la thèse de la caporalisation ou tout au moins la relativisent. Cette thèse n'a pas tenu compte des positions des étudiants du Parti au pouvoir qui ont exprimé fréquemment leur crainte ou leur désaccord avec la politique éducative sur des questions ponctuelles et sensibles :

Moustapha Niasse, alors secrétaire fédéral chargé des relations extérieures de la Fédération des étudiants UPS défendait dans un rapport au titre très révélateur (« Syndicalisme de revendication et syndicalisme de construction, 1965 ») l'idée

selon laquelle « l'allocation d'étude est considérée comme un droit, non comme un privilège et la moindre modification qui lui est apportée déchaîne souvent les plus violentes protestations ». Il a réaffirmé cette inquiétude une année plus tard dans « La politique du gouvernement et du parti dans le domaine de l'enseignement supérieur, 1966 » (cité par Bathily, 1992, 42).

Ils ont très souvent exprimé leur engagement et leur soutien à la lutte des élèves et des étudiants. C'est ainsi que lors de la grève de 1997, les jeunes du PS sous la direction de Papa Babacar Mbaye ont déclaré « partager les préoccupations et aspirations des élèves et renouveler (leur) appel à la lucidité et à la vigilance pour la préservation des intérêts supérieurs de la jeunesse sénégalaise » (*Le Soleil*, 31 mai 1997). Deux jours plus tard, invité par le chef de l'Etat et secrétaire général du PS à se réunir pour trouver des solutions afin d'éviter une nouvelle année blanche, le Mouvement des Elèves et Etudiants Socialistes (MEES) exprime son indignation et son désaccord profond avec le mode de traitement dominant des crises par la direction du parti. Les intervenants, au nombre desquels le Secrétaire général, soutiennent : « nous avons saisi la présidence par anticipation, mais malheureusement, ils ont fait du dilatoire, ils ont laissé la situation pourrir », « le gouvernement doit, dès que les problèmes éclatent, mettre en œuvre des mécanismes pour les régler. Il faut négocier tôt, mais nous regrettons l'attitude qui consiste à fermer les portes et revenir trois mois après pour négocier ». Le MEES s'accorde avec leurs « camarades de l'UNES » sur les deux points de négociation : « réaménagement du calendrier scolaire dans le sens de prolonger les cours jusqu'à fin août avec une session unique d'examen en septembre ; acceptation par l'Office du baccalauréat de tous les jugements supplétifs de naissance déposés dans les dossiers de candidature des élèves » (*Wal Fadjiri*, 2 juin 1992). Ces genres de prises de position ne sont pas des cas exceptionnels.

Les enfants des militants du parti au pouvoir et de ses responsables militent rarement dans ce dernier et le combattent sur les terrains scolaire et universitaire : selon Moustapha Niasse toujours, les étudiants UPS sont une infime minorité par rapport aux effectifs de l'université de Dakar et parmi les militants, c'est une petite minorité qui est active. Il explique ce fait par la difficulté d'y assumer le rôle de représentant du gouvernement et « d'un défaut d'encouragement de la part des parents (alors que) les étudiants sénégalais proviennent, dans leur presque totalité, des familles qui militent dans le parti et qui y assument de hautes responsabilités ou occupent dans l'Etat des fonctions de première importance. Nous n'irons pas jusqu'à accabler les parents, mais demandons au parti de veiller à ce qu'ils fassent militer leurs enfants qui, fait paradoxal, ont plutôt tendance à nous combattre qu'à nous aider » (cité par Bathily, 1992, 49). Cette situation n'a pas fondamentalement changé. A la fin des années 1980, un fils de Ministre en exercice a dirigé les grèves au lycée Blaise Diagne et a fini par obtenir une bourse d'études dans une université occidentale.

Les grèves (très dures) qui ont été menées durant les premières années de l'alternance sont dirigées par des étudiants du PDS au pouvoir qui ont reproché au Président de ne pas tenir ses promesses électorales. Enfin, malgré les tentatives de corruption et l'hégémonie des militants politiques au cours des AG qui se traduit par des décisions non conformes aux exigences démocratiques, le recours à la base (Diop, 1992, 468) a très souvent contraint la direction à radicaliser sa position à la suite des pressions des grévistes (Bathily, 1992, 49).

Si la politisation des conflits dans les espaces scolaire et universitaire est un fait indéniable, la périodisation a révélé entre autres une variation de sa forme et de son contenu. La confusion entre politisation et caporalisation d'une part, l'occultation de la variation de la politisation d'autre part s'expliquent par une double attitude constante dans la dynamique des mouvements élève et étudiant : l'assumption d'une non adhésion critique à la politique du pouvoir et une culture d'opposition qui s'est traduite par le militantisme ou la sympathie. Mise à part la première décennie de la légalité organisationnelle (1960-1971) avec le MEPAI, la question du leadership n'a jamais été résolue. Et cette question a essentiellement dominé, corrélativement avec les luttes revendicatives, la lutte des militants des différentes formations politiques de gauche au cours des décennies ultérieures. Et cette lutte semble être un argument d'invalidation très sérieux et pertinent de la thèse de la conspiration consensuelle de la gauche pour paralyser longuement et fréquemment le fonctionnement de l'université (Diop, Diouf et Mbodj, 1992, 197).

Les analyses de Bourdieu offrent un modèle d'intelligibilité de la possible non-conformité observable entre les positions syndicales des étudiants et leurs positions politiques :

« ce ne sont pas, comme on le croit d'ordinaire, les prises de positions politiques qui déterminent les prises de positions sur les choses universitaires, mais les positions dans le champ universitaire qui orientent les prises de position sur la politique en général et sur les problèmes universitaires ; étant entendu que la part d'autonomie qui est laissée malgré tout au principe proprement politique de production des opinions varie selon le degré auquel les intérêts associés à la position dans le champ universitaire sont concernés, ou s'agissant des dominants, menacés » (Bourdieu, 1984, 298).

Dans l'espace scolaire et universitaire au Sénégal, trois facteurs expliquent cette non-conformité : la pertinence et la légitimité des revendications ; ce sont des revendications de scolaires et d'étudiants dans lesquelles ils se retrouvent quelle que soit leur appartenance politique ; ils sont concernés par ces revendications en tant que massivement originaires de catégories sociales défavorisées. Les comportements déterminés par ces facteurs s'inscrivent alors dans une logique de hiérarchisation des intérêts qui autorise, en les légitimant, la réduction de l'engagement politique au profit de l'engagement syndical ou la mise du premier au service du second.

Conclusion

Il a été établi par les différentes périodes une évolution des luttes syndicales des élèves et des étudiants et finalement de leur mouvement respectif. Les partis de gauche ont exercé une influence sur les organisations d'élèves et d'étudiants grâce à l'engagement de leurs militants qui y ont organisé la mobilisation autour des revendications légitimes d'étudiants et d'élèves. Le militantisme politique s'évalue par le militantisme syndical. Mais en privilégiant un débat doctrinal qui ne correspond pas aux intérêts objectifs et subjectifs de leur base, les militants ont réussi à déclencher malgré eux, comme effet pervers, le processus de leur délégitimation. Les organisations d'élèves et d'étudiants ont échappé à l'influence des partis de gauche dans un contexte de mise en question du leadership des étudiants par les élèves. Cette évolution, l'adhésion des militants du parti au pouvoir aux revendications et les pressions de la base sont autant d'éléments qui autorisent à relativiser la thèse de la caporalisation. En échappant à l'influence politique de l'opposition marxiste et en basculant insidieusement sous le contrôle du P.D.S. et des sans parti, les mouvements élève et étudiant ont inauguré une ère de violence inquiétante, sauvage et incontrôlable. C'est un fait constaté.

Pour que l'université et l'école échappent à la politisation, il faut que les étudiants et les élèves renoncent au militantisme et que les revendications n'aient plus un caractère politique. Mais le militantisme ne fait pas de cette catégorie un groupe stratégiquement révolutionnaire. Reprenant une analyse de Claus Offe, J. Habermas (1973, 49-74) fait le constat suivant : l'intervention de l'Etat dans les sociétés capitalistes avancées a eu pour effet, par des gratifications compensatrices et des actions préventives, le blocage des conflits de classes au niveau central et le déplacement des zones de conflit à la périphérie, vers les secteurs sous privilégiés de la vie sociale. Ainsi sans disparaître, les antagonismes de classes deviennent latents. La nouvelle forme de légitimation, le progrès scientifique et technique, n'a plus la forme ancienne de l'idéologie. Il en conclut que les classes sociales révolutionnaires au sens de Marx ne sont plus porteuses de révolution. Ce sont au contraire certains groupes d'étudiants et de lycéens qui, disposant d'un potentiel de contestation suffisant, sont en mesure d'ébranler les fondements du système capitaliste avancé. Ce schéma habermassien n'a été confirmé dans aucun pays capitaliste avancé. La chute de Moussa Traoré au Mali, pays africain du Tiers-monde, ne le confirme pas aussi puisqu'elle est le résultat d'une lutte des politiques qui ont mobilisé les masses, mobilisation à laquelle les élèves et étudiants ont pris une part très active.

Rezumat: În Senegal, grevele școlare și universitare au devenit un fenomen pandemic. De-a lungul unui an, se pot observa mai multe greve de durată. S-a căutat explicația acestui fenomen în "politizarea" câmpurilor școlare și universitare. Este vorba despre "caporalizarea" organizațiilor revendicative ale elevilor și studenților de către partidele politice, mai ales cele de stânga. Aceasta este explicația pe care autorul o supune probei

faptelor. El definește grevele ca o formă a violenței militante și realizează o critică a rațiunii militante.

Cuvinte cheie: grevă, școală, universitate, politizare, violență, critica rațiunii militante

Abstract: In Senegal, the strikes within schools and universities have become pandemic. Several long-lasting strikes can be observed each year. An explication for this phenomenon has been formulated in relation to the tendency to bring politics within scholar and academic fields. It is all about the grievance organizations of pupils and students being influenced by the political parties, especially the left-wing ones. This is the explanation that the author is putting to the proof of the facts. He defines strikes as a form of the militant violence and makes a critique of the militant reasoning.

Key-words: strike, school, university, politics, violence, critique of militant reason.

Références bibliographiques

- AFP (1971). 6 avril. Archives Nationales du Sénégal.
- Bathily, A. (1992). *Mai 68 à Dakar*. Paris : Editions Chaka.
- Bathily, A., Diouf, M. et Mbodj, M. (1992). Le mouvement étudiant sénégalais, des origines à 1989. In Hélène d'Almeida-Topor, Odile Georg, Cathérine Coquery-Vidrovitch, Françoise Guitart (Eds.) : *Les jeunes en Afrique. La politique et la ville*, T. 2. Paris : L'harmattan, 282-310.
- Bianchini, P. (2004). *Ecole et politique en Afrique noire. Sociologie des crises et des réformes du système d'enseignement au Sénégal et au Burkina Faso (1060-2000)*. Paris : Karthala.
- Biarnès, P. (1971). *Le Monde* du 8 janvier. Archives Nationales du Sénégal.
- Boudon, R. et Bourricaud, F. (1990). *Dictionnaire critique de la sociologie*. Paris : PUF.
- Bourdieu, P. (1984). *Homo academicus*. Paris : Les éditions de minuit.
- Bourdieu, P., Chamboredon, J.-C. et Passeron, J.-C. (1983). *Le métier de sociologue*. Berlin, New York, Paris : Mouton éditeur, 4^e édition.
- Diallo, K. (2000). L'impact des luttes syndicales sur la législation universitaire relative aux franchises et libertés académiques au Sénégal. In *Liens Nouvelle Série* n° 3, 111-126.
- Diallo-Co Trung (1992). La crise scolaire au Sénégal : crise de l'école, crise de l'autorité ?. In Hélène d'Almeida-Topor, Odile Georg, Cathérine Coquery-Vidrovitch, Françoise Guitart (Eds.) : *Les jeunes en Afrique. Evolution et rôle (XIXe-XXe siècles)*, T. 1. Paris : L'harmattan, 407-439.
- Diop, M. C. (1992). Le syndicalisme étudiant : pluralisme et revendications. In Momar Coumba Diop (dir.), *Sénégal. Trajectoires d'un Etat*. Paris : Karthala, 441-477.
- Diop, M. C. et Diouf, M. (1990). *Le Sénégal sous Abdou Diouf*. Paris : Karthala.
- Diouf, A. (1971). *Allocution prononcée devant l'Assemblée Nationale* le 27 avril. Archives Nationales du Sénégal.
- Diouf, M. (1995). *Les grandes crises politiques du Sénégal de la Loi-cadre à la fin de la 3^e République*. Thèse de 3^e cycle. Département d'Histoire. Dakar : Université Cheikh Anta Diop.
- Engels, F. (1974). Lettre à Joseph Bloch, 5 août 1890. In Karl Marx et Friedrich Engels : *études philosophiques*, Paris : Editions sociales, 238-241.
- FEANF (1968). *Déclaration* du 8 août. Archives Nationales du Sénégal.

- Habermas, J. (1973). *La technique et la science comme « idéologie »*. Paris : Gallimard.
- Hesseling, G. (1985). *Histoire politique du Sénégal. Institutions, droit et Société*. Paris : Karthala.
- Le Soleil* (1990). 22 février. Archives Nationales du Sénégal.
- Le Soleil* (1996). 14 février.
- Le Soleil* (1997). 31 mai.
- Mbaye, A. (2004). *Crises et violences dans les universités africaines : le cas de l'UCAD*. Mémoire de DEA. Département de sociologie. Dakar : Université Cheikh Anta Diop.
- Niang, S. (1994). « L'UCAD : stratégies, perspectives et mises en œuvre ». Dakar.
- Senghor, L. S. S. (1968). *Message à la nation sur « la situation étudiante »*, jeudi 30 mai. Archives Nationales du Sénégal.
- Senghor, L. S. S. (1968). *Message à la nation* du 31 décembre. Archives Nationales du Sénégal.
- Senghor, L. S. S. (1968). *Message à la nation* du 13 juin. Archives Nationales du Sénégal.
- Sud Quotidien* (1996). 28 février.
- Sud Quotidien* (1997). 10 mai.
- Sud Quotidien* (1997). 2 juin.
- Sud Quotidien* (1997). 3 juin.
- Sud Quotidien* (1997). 13 juin.
- Sud Quotidien* (1997). 24 juin.
- Sud Quotidien* (1998). 21 avril.
- Sy, H. (2008). Grèves scolaires et universitaires : la mécanique revendicative et ses cadres organisationnels. In *LIENS*, n° 11, décembre, pp. 69-82.
- Thiou, I. (1992). Le mouvement étudiant de Dakar et la vie politique sénégalaise : la marche vers la crise de mai-juin 1968. In Hélène d'Almeida-Topor, Odile Georg, Catherine Coquery-Vidrovitch et Françoise Guitart : *Les jeunes en Afrique. La politique et la ville*, T. 2. Paris : l'Harmattan.
- UNAPES (1980). Communiqué final du premier congrès de l'UNAPES. Janvier. Dakar
- UDES, CE (1968a). *Déclaration* du 24 février. Archives Nationales du Sénégal.
- UDES, CE (1968b). *Déclaration* du 24 février. Archives Nationales du Sénégal.
- UDES, CE (1968). *Déclaration* du 17 mai. Archives Nationales du Sénégal.
- UDES, CE (1968). *Mémoire sur les événements de l'université de Dakar*, 26 mai. Archives Nationales du Sénégal.
- UDES, CE (1968). *Appel au peuple sénégalais* du 30 mai. Archives Nationales du Sénégal.
- UED (1966). *Le mouvement du 28 février, signification et perspectives*, Dakar.
- UED, CD (1968). *Déclaration* du 28 février. Archives Nationales du Sénégal.
- Wal Fadjiri* (1996). 25 avril.
- Wal Fadjiri* (1997). 2 juin.
- Wal Fadjiri* (1998). 28 avril.
- Wal Fadjiri* (1998). 6 mai.
- Wal Fadjiri* (1998). 16 juin.

Zeilig, L. (2004). En quête de changement politique: la mobilisation étudiante au Sénégal, 2000-2004. In *Politique africaine*, no 96, décembre. Paris : Editions Karthala, 39-58.

Zuccarelli, F. (1988). *La vie politique sénégalaise (1940-1988)*, T. 2. Paris : Publications du CHEAM.

